

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 20 OCTOBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) Un de plus
- 2) Il affole la gauche
- 3) Désespérant cet homme
- 4) L'appel ?
- 5) Qu'il ne vienne pas se plaindre
- 6) Un homme seul mais bien accompagné...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Alain Girard quitte le PS et rejoint Mélenchon



La nouvelle sera annoncée samedi prochain, lors de la cérémonie des vœux. Le maire de Crosne, Alain Girard, socialiste de longue date, réélu facilement aux dernières municipales, quitte le PS. L'élu rejoint le nouveau parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, dans le sillage de Simone Mathieu (maire de Viry-Châtillon), Patrice Finel (conseiller général de Vigneux), Paul Da Silva (conseiller général de Viry). « Je ne me sens plus à l'aise dans un parti où les gens qui travaillent ensemble se haïssent, explique Alain Girard. Je fais de la politique pour retrouver un esprit de fraternité et de convivialité. Et au PS, ça n'y est plus. » Le maire de Crosne met également en avant la question européenne : « J'ai eu le déclic avec Martine Aubry signant le manifeste du Parti socialiste européen à Madrid dans l'esprit de la ratification du traité de Lisbonne. » De ce nouveau ralliement, Alain Girard, ancien du PSU (Parti socialiste unifié), s'enthousiasme : « Je retrouve l'esprit d'une jeunesse. Ça fait du bien.

Le Parisien

gauche", la logique d'une primaire "ouverte" l'emporte nettement sur la logique d'une primaire partisane, qui serait réservée aux seuls électeurs de droite.



Surtout, pour la majorité des personnes interrogées, il est légitime d'y participer. C'est d'abord vrai pour une large majorité (59%) de sympathisants du Parti socialiste, mais, plus étonnant, dans une même proportion, pour les proches du Front de Gauche et pour 53% des écologistes. [...]

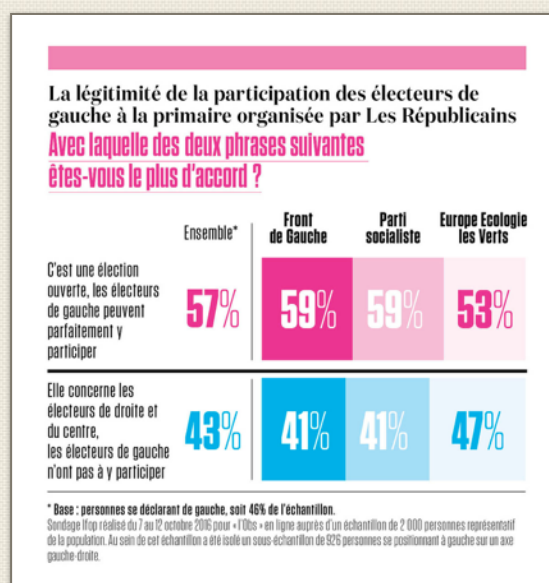
## II) Pourquoi Juppé affole la gauche



Selon un sondage de l'Ifop pour "l'Obs", 57% des électeurs de gauche trouvent légitime de participer à la primaire organisée par Les Républicains. En très grande majorité, ils veulent faire barrage à Nicolas Sarkozy. Quitte à voter pour Alain Juppé...

L'Obs

A gauche, la tentation du vote Juppé à la primaire de droite existe bel et bien. Et, pour la première fois, notre sondage le prouve. Premier enseignement de cette enquête de l'Ifop en effet : pour les personnes qui se revendiquent "de



"Une primaire largement ouverte, c'est ma seule chance d'y arriver", confiait Alain Juppé à "l'Obs" au printemps 2014. Sans quoi... [...] Depuis qu'il a imposé, avec François Fillon, le principe de cette consultation dont Sarkozy ne voulait à aucun prix, le plus dur reste à faire : obtenir les 20 et 27 novembre une large participation des Français, bien au-delà des seuls électeurs de droite, et attirer à lui les déçus de François Hollande. Pour Juppé, c'est la condition de la victoire. Juppé, l'homme qui parle à la gauche... Qui l'eût cru ? [...]

Le fondateur de l'UMP, qui fut ministre des Affaires étrangères de Mitterrand pendant la deuxième cohabitation, se définit aujourd'hui comme un "homme de droite ouvert" et invite les "déçus du hollandisme" à venir voter les 20 et 27 novembre, à la fureur des amis de Sarkozy. Son objectif est d'être identifié comme LE candidat "anti-Sarko".



### III) Hollande désespère ses fidèles, un plan B est envisagé

Par Lénaïg Bredoux et christophe Gueugneau

**« À débattre sur tout et tout le monde, il est devenu indéfendable », dit du chef de l'Etat un fidèle de Manuel Valls. Mais après la publication d'« Un président ne devrait pas dire ça... », même le cœur des fidèles de François Hollande est gagné par le doute. L'appel de soutien à sa candidature est reporté. Les partisans du premier ministre envisagent un plan B.**

**S**idérés, fatigués et en colère. Jusqu'à envisager qu'il faille changer de candidat à la présidentielle. Depuis la publication d'un nouveau livre consacré à François Hollande, le doute a gagné le cœur des fidèles du président de la République. De retour à l'Assemblée mardi, les députés socialistes tentaient de faire bonne figure, mais sans grande illusion.

*« J'ai déjà eu une centaine de députés au téléphone, je pense que je vais encore en avoir cent autres. Il y a un trouble bien sûr, pour*

*certains de la colère », lâche, salle des Quatre-Colonnes, le président du groupe PS Bruno Le Roux. Dans la matinée, lors de la réunion du groupe, le peu de députés qui acceptent de s'arrêter pour parler à la presse sont sur la défensive, et oscillent entre agacement forcé et ingénuité feinte.*



Marie-Arlette Carlotti, ancienne secrétaire d'État sous Jean-Marc Ayrault, tente de faire diversion : « Moi j'ai d'abord lu l'article dans le Nouvel Observateur la semaine dernière. Il était très, très intéressant », glisse-t-

elle, en référence à l'entretien accordé par le chef de l'État à L'Obs et titré « Je suis prêt », mais passé quasiment inaperçu. Il a été publié le jour de la sortie en librairie d'« Un président ne devrait pas dire ça... » de Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Stock, 2016). Ce carambolage de calendrier a accentué la colère et la moquerie des socialistes. « C'est vraiment une bande de pitres à l'Élysée », lâche l'ancien ministre Benoît Hamon.

« Le président préside, le gouvernement gouverne, et c'est le président le maître du calendrier », insiste de son côté le légitimiste député PS Sébastien Denaja, tentant désespérément de relativiser la tempête. Dans la salle des Quatre-Colonnes, il va même jusqu'à démentir « formellement » qu'un appel de parlementaires soutenant François Hollande était sur le point de sortir. Il était pourtant écrit, signé par 170 députés, 90 sénateurs et 75 premiers fédéraux du PS, et devait être publié dans les prochains jours. La publication du livre a tout arrêté : plusieurs parlementaires ont même retiré leur signature.

« Le livre a un peu rebattu les cartes – moi, j'appelle un chat un chat, a confirmé mardi au micro de RFI le président des sénateurs PS Didier Guillaume. Je ne fais pas de langue de bois donc à partir de là, nous ne sommes plus dans la phase de sortir la liste qui était très nombreuse : les copains, les amis, les parlementaires qui voulaient soutenir François Hollande. L'heure n'est plus à cela. L'heure aujourd'hui est : il faut que François

Hollande s'exprime devant les Français. » Le député Laurent Grandguillaume, aux Échos : « À force de se tirer des balles dans le pied, on va manquer de balles et de pieds. »

Car tous s'interrogent désormais : et si le livre de nos confrères était l'affaiblissement de trop d'un président au plus bas dans les sondages, et contesté dans son camp ? Et s'il se mettait lui-même en position de ne plus pouvoir être candidat ? « La balle est dans son camp », a lâché mardi sur BFM-TV le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. « J'explique [le livre – ndr] mais je n'excuse pas les phrases. »

« Ce qui est en jeu c'est l'existence de la social-démocratie dans ce pays, concède bien volontiers le député marseillais Patrick Menucci. Ce n'est pas un problème de personne : la question est politique, c'est l'avenir d'un courant politique. Il faut savoir s'il y a une capacité à rebondir, on le saura rapidement. » Avant d'ajouter : « La situation humaine n'est pas simple pour nous. »

« C'est à François Hollande de trouver le moyen de nous rassurer, dit de son côté Olivier Faure, qui a longtemps travaillé avec le chef de l'État quand il était premier secrétaire du PS. Moi je n'ai jamais voulu signer d'appel du tout. François Hollande a du ressort ; c'est à lui d'en faire la démonstration. On ne signe pas un chèque en blanc. » « À partir de maintenant, tout est ouvert », glisse un de ses collègues, sous couvert d'anonymat.

Lundi matin, lors d'une réunion à Matignon, « j'ai expliqué au premier ministre que les gens, y compris les légitimistes, sont sidérés. Ils nous disent : "Ce n'est pas possible" », a également expliqué le député PS du Val-d'Oise, Philippe Doucet.

### L'hypothèse Manuel Valls

Dans les ministères aussi, l'ambiance est lourde. Ou plutôt : encore plus lourde. L'année 2016, marquée par la déchéance de nationalité, réforme avortée, et la loi sur le travail, réforme contestée, a été particulièrement éprouvante pour les socialistes, où même les plus légitimistes ont été ébranlés dans leurs convictions. Mais, ces dernières semaines, ils tentaient de s'accrocher à la stratégie du « trou de souris » que vendent le dernier carré des fidèles "hollandais" pour espérer une victoire à la présidentielle.

Depuis la fin de la semaine dernière, certains

semblent avoir acté l'ultime rupture. « On joue du violon à l'avant du Titanic », grince un conseiller ministériel. À la question de savoir si François Hollande est encore leur meilleur candidat, une secrétaire d'État avoue, sous couvert d'anonymat : « Franchement, j'en sais rien. » Auriez-vous dit la même chose la semaine dernière ? Sans hésiter : « Non. » « Cela fait un certain temps qu'il y a eu des ruptures entre les citoyens et certaines décisions prises », explique ce membre du gouvernement. Alors, dit-elle, le livre « perturbe tout le monde, d'autant plus qu'on était déjà assez fragile, avec l'ambiance mortifère qui règne au groupe socialiste ».

Le ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault est sorti de son habituelle réserve : « Un président ne devrait pas dire ça. C'est le titre du livre, et c'est la seule chose valable dans ce livre. » Dans l'ouvrage, François Hollande raconte qu'il a envisagé son remplacement à Matignon dès l'automne 2013, et qu'il en avait parlé à l'époque avec Manuel Valls.

De nombreux parlementaires, élus et cadres du PS sont « choqués ». Sur le fond, et sur la forme. Un collaborateur socialiste à l'Assemblée, partisan de Hollande à la primaire de 2011 et social-démocrate revendiqué, demande l'anonymat – il ne veut pas perdre son travail – avant de livrer son sentiment : « Je suis consterné. Quelle absurdité, quelle naïveté ! Je me souviens de l'espoir qu'on avait il y a cinq ans... Là, je n'ai même pas l'envie de frapper à une seule porte. Pourtant, il y a des trucs bons dans le bilan. Mais je ne vois pas comment faire campagne. On a tué une génération de militants. »

« Ce livre nous fait honte, estime aussi Benoît Hamon, ancien ministre et candidat à la primaire du PS. Par ruissellement, cela frappe du sceau de la légèreté, de la négligence et de l'égoïsme ce quinquennat et tous ceux qui y sont associés. » Dont lui, donc. « Il y a là une forme d'incontinence verbale. On a juste envie de dire : "Mais tais-toi !" »

Au-delà des frondeurs, qui présentent quatre candidats à la primaire, certains élus du PS n'hésitent plus à appeler à un plan B. Le député Yann Galut demande à ses camarades de « reprendre les commandes » :



Yann Galut @yanngalut #sideration devant le suicide politique que révèle ce nouveau livre. Nous devons reprendre les commandes.#unpresidentnedevraitjamaisdireca

Le vallsiste Luc Carvounas n'est guère plus tendre, cité par L'Opinion : « *On nous demande d'aller au combat pour lui dans les prochaines semaines, mais à débâter sur tout et tout le monde, c'est devenu indéfendable.* » Les socialistes s'interrogent à voix haute : qui pour remplacer François Hollande ? « *S'il n'y va pas, il faut une candidature tampon entre Montebourg et Valls ou Macron* », dit un de ses amis. Certains pensent à Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'éducation et, surtout, à Ségolène Royal.

Chez les proches du premier ministre, l'hypothèse d'une candidature est remontée en flèche. Manuel Valls lui-même, arrivé souriant mardi à la réunion du groupe PS et reparti deux heures plus tard sans un mot, a pris ses distances avec le président. En fin de semaine, en déplacement au Canada puis à Saint-Pierre-et-Miquelon, il avait lancé : « *Il faut de la dignité. Il faut de la pudeur. Il faut de la hauteur de vue.* » Puis : « *Je veux vraiment, à travers le bilan qui a été le mien, incarner cette gauche moderne, républicaine, qui regarde le monde.* »

« *Heureusement que Valls est premier ministre ! Il tient la baraque, lâche un ministre. Et François Hollande a de la chance. Si Valls n'était pas si loyal, le putsch se serait déjà mis en place.* » À voir le premier ministre tout sourires mardi matin, la loyauté pourrait cependant vite trouver ses limites. Celles que le président s'est lui-même infligées.

mediapart.fr

## IV) Les 8 ex-salariés de GoodYear en appel de leur condamnation pour séquestration

Léna Corot - [usinenouvelle.com](http://usinenouvelle.com)

Les huit ex-salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord sont jugés en appel ce

mercredi. Ils avaient été condamnés à 9 mois de prison ferme pour séquestration de cadres en janvier, et acquittés du chef de "violences en réunion".



© Philip - Flickr c.c

Les huit ex-salariés de GoodYear espèrent la relaxe après leur condamnation à 24 mois de prisons dont 15 avec sursis le 12 janvier dernier pour séquestration de cadres. Ils avaient été acquittés du chef d'accusation de violences en réunion, mais reconnus coupables d'avoir retenu, contre leur gré, deux cadres de l'usine en janvier 2014.

Durant une trentaine d'heures, le directeur des ressources humaines Bernard Glesser ainsi que le directeur de la production Michel Dheilley ont été séquestrés sur le site, alors occupé par des salariés. Le conflit ayant opposé la CGT à la direction de Goodyear durant sept ans était particulièrement dur. Parmi les personnes comparissant en appel, cinq sont des militants de la CGT.

Comme en première instance, le procès se déroulera sans partie civile puisque Goodyear a retiré sa plainte en vertu de l'accord de fin de conflit signé avec les syndicats fin janvier 2014. Les deux cadres concernés se sont désistés après avoir déposé plainte à titre individuel.

### Le délibéré attendu le 30 novembre

A l'époque leur condamnation avait donné lieu à de vives réactions. Manuel Valls avait alors qualifié de "lourde" leur condamnation à 9 mois de prison ferme.

Le chef du Gouvernement avait toutefois précisé que si "le combat syndical est toujours respectables. [...] Tout n'est pas permis, y compris quand la violence sociale est très importante. Chacun connaît ici la difficulté de ce dossier et peut parfaitement mesure le désarroi des salariés".

## V) Valls évoquant 2017 : "Je vais me retrouver candidat, mais je risque de terminer à 10%"

**Manuel Valls, cité dans Le Canard enchaîné à paraître mercredi, compare les confidences de François Hollande dans le livre Un président ne devrait pas dire ça à "un suicide politique". Le Premier ministre, qui se dit prêt à remplacer le chef de l'État à la présidentielle, estime aussi que, dans cette situation, il "risque de terminer à 10%" au premier tour du scrutin.**



Manuel Valls et Jean-Marc Ayrault ont tous deux critiqué les confidences de François Hollande (Reuters)

Ce sont des propos rapportés mais ils pourraient raviver les tensions entre l'Élysée et Matignon. Manuel Valls, cité dans Le Canard enchaîné à paraître mercredi et repris par Le Lab, aurait commenté en des termes très sévères les confidences de François Hollande dans le livre Un président ne devrait pas dire ça.

De retour du Canada, le Premier ministre aurait en effet critiqué les déclarations de son chef de l'État faites auprès des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme.

### "Un suicide politique" de Hollande

"C'est irresponsable, consternant, indéfendable, et cela peut-être cataclysmique", aurait lancé Manuel Valls selon Le Canard avant d'enchaîner sur l'éventuelle candidature à la présidentielle de François Hollande : "Je ne vois pas, après ça, comment il peut faire campagne! Cela ressemble à un suicide politique. Il faut maintenant éviter que ce suicide personnel ne devienne collectif." Samedi dernier, un député PS avait déjà employé l'expression :



Yann Galut @yanngalut #sideration devant le suicide politique que révèle ce nouveau livre. Nous devons reprendre les commandes.#unpresidentnedevraitjamaisdireca

Mardi, c'est Jean-Marc Ayrault qui a critiqué les propos de François Hollande, après de nombreux responsables comme Claude Bartolone. Interrogé sur cet ouvrage lors d'une rencontre avec la presse au Quai d'Orsay, le ministre des Affaires étrangères a été lapidaire : "Un président ne devrait pas dire ça... la réponse est dans le titre, c'est la seule chose intéressante du livre." L'ex-Premier ministre est nommément cité dans le livre : Jean-Marc Ayrault "fait le métier sans enthousiasme excessif", "il est tellement loyal qu'il est inaudible", dit notamment de lui le chef de l'État.

Dans un autre indiscret du Canard enchaîné de mercredi, Manuel Valls ne s'arrête pas là et envisage son propre avenir. Le Premier ministre a souvent répété être prêt à remplacer François Hollande si ce dernier ne se présentait pas à la prochaine élection présidentielle. Mais, dans ce cas précis, le chef du gouvernement est peu optimiste quant à son propre avenir. "Je vais me retrouver candidat, mais je risque de terminer à 10%. Je serai alors mort politiquement", aurait-il déclaré, toujours selon l'hebdomadaire satirique.

Gaël Vaillant - leJDD.fr

## VI) Éric Coquerel : « Il n'y a pas de troisième voie sérieuse entre le PS et Mélenchon »



photo cc Pascal Vandon

**Intentions de vote, alliances, programme, Europe : Éric Coquerel, co-coordonateur du Parti de gauche et conseiller régional d'Ile-de-France, analyse les perspectives de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle. Et n'exclut pas de le voir au second tour.**

**Regards.** 24% des Français estiment que Jean-Luc Mélenchon est le mieux placé pour représenter la gauche en 2017. Pour autant, les intentions de vote oscillent entre 10 et 14,5% - pas encore de quoi passer le second tour. Comment expliquez-vous cette contradiction ?

**Éric Coquerel.** C'est une bonne base de départ, non ? Il y a toujours un décalage entre le premier sondage qui résulte d'une question ouverte sur les "préférences" – et elle est sacrément intéressante puisque Jean-Luc Mélenchon y est la personnalité largement préférée par les électeurs de "gauche" – et le second qui mesure les intentions de vote des Français. En septembre 2011, les sondages mettaient Jean-Luc Mélenchon à peine au dessus de la barre des 5%. Aujourd'hui, alors que la campagne n'a pas réellement commencé et que le tableau des candidats présentés est virtuel (il mélange candidats à la présidentielle et aux primaires), les intentions de vote le placent au-dessus du résultat obtenu en 2012. C'est là une assise confortable sur laquelle s'appuyer. Il faut maintenant convaincre que sa candidature est la seule alternative possible, et crédible, au système. Il peut être qualifié pour le second tour. Il peut dès lors remporter l'élection présidentielle l'année prochaine. C'est un trou de souris, mais il existe.

**Comment allez-vous vous adresser aux Français et renouer avec les classes populaires ?**

Nous disposons déjà d'un camp de base solide : pour aller vite, une bonne part de celles et ceux qui ont combattu la loi El Khomri. Pour tous ceux-là, heureusement que Jean-Luc s'est présenté vite afin de prouver qu'il y avait une autre issue politique que celle, mortifère, des primaires. Ensuite, je suis certain qu'il reste dans ce pays une disponibilité très large contre les dégâts du libéralisme. Cela s'est exprimé par exemple dans le refus, resté majoritaire jusqu'au bout, des Français à la loi travail. Mais cette très grande masse de nos concitoyens, le "peuple", n'a pas toujours une conscience claire de ses intérêts communs, tellement la société a été atomisée par la précarité, le chômage, l'ubérisation, les discriminations spatiales, les replis identitaires et communautaires agités par certains comme des refuges... En quelques mois, nous devons aller

convaincre ces populations éclatées en partant de leurs préoccupations concrètes.

« Pour un homme seul, Jean-Luc Mélenchon est de plus en plus accompagné ! »

**Comment atteindre ces électeurs ?**

Quand, dans son discours de la fête de l'humanité, Jean-Luc Mélenchon parle des millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté en nous invitant à voir le monde à travers leurs yeux, il montre que l'origine de leurs maux et de la dégradation de leur condition est la même que ceux dont souffre le reste du peuple : moins de mécanismes de solidarité du fait de l'austérité, moins de services publics, l'inégalité grandissante des richesses... C'est sur le même principe que Danielle Simonnet soutient les chauffeurs de taxi contre l'ubérisation. Leurs intérêts sont similaires que ceux de la masse des salariés ou artisans confrontés à la dérèglementation de la loi Macron. C'est cela, fédérer le peuple : lui désigner son adversaire commun – la rente, l'oligarchie financière – et donc son intérêt commun à renverser par les urnes ce système qui met en concurrence les biens et les personnes.

Jean-Luc Mélenchon se présente en candidat du peuple sans passer par la case primaire. D'après vous, pourquoi l'idée d'une primaire de la gauche non gouvernementale n'était-elle pas possible ?

Je ne crois pas au système des primaires. Ce système importé des États-Unis ne peut pas être un modèle pour la France – sans compter qu'il a conduit à faire disparaître la gauche en Italie. Les primaires aggravent les tares de la Ve République et personnifient le scrutin à outrance. Elles sont une machine à développer les égos. Par ailleurs, on a vu par le passé que les primaires n'attiraient pas les classes populaires. Il y a un côté censitaire dans l'idée même de primaires. Parce que les catégories CSP/CSP+ y sont surreprésentées. Enfin, si l'on regarde encore par le passé, en 2007, les collectifs antilibéraux avaient organisé une sorte de primaire de la gauche antilibérale. C'est Marie-George Buffet qui avait recueilli le plus de suffrages, mais ce résultat arithmétique n'avait pas suffi à convaincre l'ensemble des participants de la légitimité politique d'une candidature issue du PCF. Et donc à empêcher la division : au final, trois candidats se partagèrent cet espace politique avec le succès que l'on sait.

**La situation n'a-t-elle pas changé, depuis ?**

Elle est bien plus grave qu'en 2007, avec un fort risque d'une victoire de la réaction la plus dure, sans même exclure celle du FN, et un PS qui, heureusement, ne sera pas en capacité de nous jouer le vote utile après son bilan catastrophique. Franchement, a-t-on le temps et le droit de tergiverser quand il nous reste peu d'atouts ? Et sauf à se voiler la face dans un sectarisme irresponsable, il est évident que Jean-Luc Mélenchon en est un atout de taille. Il est le candidat le mieux placé. Il n'y a pas de troisième voie sérieuse entre le PS et lui. D'ailleurs, j'observe qu'en plus des bons sondages, avec près de 130.000 citoyens qui ont signé la plate-forme de la campagne France insoumise, des milliers de groupes d'appuis, de militants syndicaux et écologistes s'y sont déjà engagés, des partis et groupes ont rejoint l'espace politique de FI – auxquels s'ajoutent tous ceux qui, depuis la fête de l'Huma, ont dit soutenir à leur tour Jean-Luc Mélenchon : syndicalistes, intellectuels, membres du PC et d'Ensemble. C'est un homme seul de plus en plus accompagné ! Bien plus en tous cas qu'il ne l'était à la même époque en 2011.

« En 2017, on ne séparera pas présidentielle et législative. Il faudra un candidat à la présidentielle commun, un programme commun pour les deux élections. »

Il y a quelques jours, Jean-Luc Mélenchon a répondu à une militante communiste qui défendait l'idée d'une candidature unique : « Nous ne serions pas crédibles si vous décidiez tout à coup de me soutenir (...) ne faites rien avec moi ». Peut-il réellement se passer des communistes dans cette campagne ?

Ce n'est pas "juste" une "militante" communiste, mais une attaque personnelle et violente de plus de la part d'une dirigeante du PCF. Jean-Luc Mélenchon choisit donc de ne pas l'ignorer et de lui répondre. À elle et donc à la partie du PC qu'elle représente ou qui se reconnaît en elle. Il a raison : on ne va pas obliger cette partie du PCF à faire campagne contre son gré. On s'en passera. Mais je préfère m'intéresser à d'autres signaux positifs envoyés par des milliers de communistes, et non des moindres comme Francis Parry, Christian Audouin et leurs amis, ainsi que par des élus de terrain et de grandes figures du Parti communiste telle ma camarade Marie-George Buffet. C'est autrement plus fort et symbolique. On sait le PCF divisé. Mon sentiment malgré tout, c'est qu'on se retrouve déjà ou qu'on va se retrouver, quoi qu'il arrive, avec un très très grand nombre de militants et sympathisants communistes : ceux avec qui nous battons le pavé

dans les cortèges contre la loi El Khomri ou la défense des libertés syndicales si malmenées ; celles et ceux, dont beaucoup d'élus des villes des quartiers populaires, qui sont au contact de la réalité sociale du pays, tous ces militant-e-s qui se battent au quotidien et font un boulot remarquable. Je m'en réjouis. Jusqu'où ira ce mouvement dans le PCF ? On verra. Par contre, nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre, donc nous avançons, nous travaillons.

### **Des discussions sont-elles engagées avec le PCF pour les législatives ?**

Il n'y a aucune discussion en cours. Par ailleurs, au PG, nous estimons que nous ne pouvons pas refaire les erreurs du passé. Le score de Mélenchon a été divisé par deux aux législatives de 2012. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas mené la même campagne partout en France. Nous avons manqué d'unité et de visibilité. Nous étions inaudibles. La suite de l'histoire du Front de gauche a été du même tonneau, en empirant : absence de stratégie nationale allant jusqu'à des alliances à géométrie variable, pas de label commun, et à la fin pas de dynamique nationale. En 2017, on ne séparera pas présidentielle et législative. C'est la même élection : il faudra un candidat à la présidentielle commun, un programme commun pour les deux scrutins, un label et une étiquette communs et un certain nombre de conditions pour les investitures qu'accordera France Insoumise. Il appartiendra à toutes celles et ceux qui sont engagés dans France Insoumise d'en définir les quelques règles et méthodes.

### **Comment rallier d'autres soutiens, élargir l'assise ?**

Je souhaite entamer un dialogue fraternel avec les signataires de l'appel Front commun. Il est important et positif, c'est un grand pas en avant, j'y ai de très nombreux amis avec qui j'ai partagé l'ambition d'un Front de gauche non cartellisé et ouvert aux adhésions directes. Je leur dis : c'est justement cela qui conduit le Parti de gauche à participer à France insoumise ; il n'est pas question d'additionner un parti aux autres partis, mais d'une campagne embrassant dans un même mouvement présidentielle et législative et reposant en définitive sur des adhésions directes et non réduit à un accord de cartel. Est-ce que nous prolongerons et accentuerons ensuite cette mise en commun après les élections ? Au PG nous le souhaitons, c'est dans notre ADN de vouloir notre dépassement dans une force politique nouvelle, mais de cela nous en déciderons



ensemble. Ce n'est en rien la condition à la porte d'entrée. Plus généralement on verra par la suite qui décide de rejoindre ou pas cette campagne. Bien sûr, plus on est, mieux ça sera. Mais, et chacun le comprendra, ça ne peut conduire à se soumettre aux conditions de ceux qui arriveraient en dernier.

**« Il est vain d'espérer réformer l'UE. Il faut sortir des traités, c'est la condition pour espérer rebâtir un projet européen »**

**Vous travaillez sur le programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon. Y a-t-il d'après vous des désaccords d'ordre programmatique avec le PCF ?**

Ce sera un programme présidentiel et législatif. Je voudrais d'abord rappeler que le programme "L'Humain d'abord" pour 2012 a été présenté à la Fête de l'Humanité de septembre 2011. Nous n'avons donc pas de temps à perdre. Par ailleurs, le programme des insoumis puise justement ses racines dans ce programme de 2012. Nous ne partons pas de rien. Nous partageons depuis longtemps, depuis la bataille contre le TCE en 2005, des combats et des espaces de réflexion au sein desquels on se connaît bien les uns et les autres. Et en la matière, il n'y a pas de désaccords majeurs. Après, sur des questions comme l'écologie par exemple, nous avons la conviction au Parti de gauche qu'il faut passer un cran. Après le terrible épisode de Fukushima, nous devons nous prononcer pour une sortie programmée du nucléaire, tout en planifiant une transition énergétique, et pas seulement sur un référendum. C'est aussi le cas sur l'UE, qui a prouvé depuis 2012 combien il était vain d'espérer la réformer. Il faut donc sortir des traités, c'est la condition pour espérer rebâtir un projet européen.

**Votre candidat a été très attaqué sur sa gauche à propos de ses déclarations sur la politique migratoire qu'il conduirait s'il était en responsabilité. A-t-il définitivement tourné la page du discours de Marseille ?**

Cécile Duflot, David Cormand et, je le regrette, Olivier Besancenot, ne sont pas honnêtes lorsqu'ils critiquent Mélenchon sur ce point en le comparant à l'extrême droite ! Et ils le savent. Dans son interview du Monde, il affirme sans ambiguïté qu'il est pour la régularisation des travailleurs sans-papiers et pour l'accueil digne des migrants, que la France peut faire bien mieux en matière de droit d'asile. Il n'a eu de cesse de critiquer la mise en place de Frontex en lieu et place de Mare Nostrum. Vous connaissez un autre

candidat à plus de 10% dans les sondages qui affirme cela ? Il faut sortir des caricatures. La politique du Front de gauche en matière de migrations n'a jamais été de dire que « la France doit ouvrir complètement ses frontières ». Le Jean-Luc Mélenchon de Marseille est bien vivant. Mais dans une situation dramatique, avant tout pour les centaines de milliers de migrants obligés de fuir leur pays au risque de leur vie, il faut faire des propositions concrètes si l'on aspire à gouverner le pays.

**Quelles sont-elles, au Parti de gauche ?**

Les solutions que nous préconisons n'ont pas varié : il faut agir très vite sur les causes géopolitiques et les causes liées au libre-échange qui conduisent les gens à quitter leur pays d'origine. À ce titre, la France et l'Europe tout entière ont une grande responsabilité. Il faut revenir à des méthodes de coopération type Mare Nostrum et dénoncer des accords comme celui qui, en échange d'une mansuétude vis-à-vis du régime d'Erdogan, a fait de la Turquie une gare de triage. Il faut ensuite créer des conditions dignes d'accueil des migrants présents et élargir les conditions d'accès au droit d'asile. Enfin, il faut régler le problème très concret de gens qui passent par la France pour rejoindre l'Angleterre et qu'on empêche de le faire du fait des accords du Touquet. D'un point de vue économique, toute personne qui travaille aujourd'hui en France doit être régularisée et bénéficier du même contrat de travail. C'est la revendication juste des toutes les grèves des travailleurs sans papiers. Nous devons être à la hauteur de ces enjeux si l'on veut gérer le pays, demain, et offrir un avenir en commun à toutes celles et ceux qui y vivent.

regards.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **A Suivre... La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog